

## DOS SIER

# Retour vers le passé!

Jean-François Aubin

Quand on veut faire le point sur l'alphabétisation populaire en 1995, et particulièrement en ce qui concerne le financement, il est très intéressant de faire un petit saut dans le passé. On peut ainsi voir comment l'alphabétisation populaire s'est forgée dans le feu de l'action.

Lorsque le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) est né en 1981, une de ses premières actions a consisté à produire rapidement un mémoire sur l'alphabétisation. Ce mémoire, qui brossait un tableau de l'analphabétisme au Québec et esquissait quelques pistes de solutions, a été déposé à la Commission d'étude sur la formation des adultes (CEFA), qui avait pour mandat de faire le point sur l'éducation des adultes et d'adresser des recommandations au gouvernement. Une copie du mémoire fut également envoyée au ministère de l'Éducation du Québec (MÉQ). Ce document a contribué à faire connaître rapidement le Regroupement.

Parallèlement à la rédaction du mémoire, le Regroupement réalisait une importante campagne de presse pour faire connaître le problème de l'analphabétisme. C'est au cours de cette campagne qu'il a amorcé ses premières luttes concernant le financement de l'alphabétisation populaire. Il n'a raté aucune occasion pour dénoncer le sous-financement des groupes.

Photo : Claire Cousineau

## Première lutte organisée du Regroupement

En 1980-81, dix groupes d'alphabétisation avaient été subventionnés dans le cadre du programme Organismes volontaires en éducation populaire (OVEP). En août 1981, le Regroupement prend connaissance des subventions allouées pour 1981-1982 et s'aperçoit que l'on a admis dans le programme neuf nouveaux groupes, mais que l'on a seulement ajouté 3 910 \$ au budget de l'année précédente. Cela signifie que presque tous les groupes voient leurs subventions diminuer. Le Regroupement évalue qu'un millier de personnes analphabètes risquent d'écoper pour cette réduction de budget qui menace l'existence même de certains groupes. Les commissions scolaires, elles, voient leur budget passer de 475 000 \$ à 575 000 \$, en plus d'avoir droit à des budgets de recherche. On décide alors de se battre.

À la suite d'une campagne d'information dans les médias et de l'envoi de plusieurs lettres au ministère de l'Éducation, une rencontre a lieu avec le ministre le 14 septembre 1981, suivie d'une autre avec le sous-ministre cette fois, le 16 septembre. On n'obtient que des déclarations d'intention, si bien que le 18 septembre, en assemblée générale, on décide de poursuivre la lutte. De nouveaux télégrammes sont envoyés et le Regroupement participe à d'autres actions organisées par les autres groupes d'éducation populaire

et par la Coalition nationale contre les coupures en éducation des adultes, une initiative émanant de l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICÉA).

Novembre 1981 : victoire! Le MÉQ accepte de verser 150 000 \$ de plus aux groupes en alphabétisation pour l'année en cours.

*«Compte tenu des nombreuses activités de cet organisme entreprises de juillet à novembre 1981 aux seules fins de protester contre les subventions réduites en alpha, nous recommandons de lui donner une subvention finale correspondant à l'ensemble de sa demande initiale dans l'espoir de lui permettre ainsi de réaliser le programme initialement prévu.»*

*Lettre de la Direction générale de l'éducation des adultes adressée au ministre Camille Laurin, Alphabétisation Populaire, avril 1982, no 7.*

## Réactions au rapport déposé par la CEFA

En mars et en avril 1982, le Regroupement fait une sortie publique pour faire connaître ses réactions au rapport de la Commission Jean et pour exprimer ses craintes de voir ce rapport dormir sur les tablettes. Il en profite pour questionner le MÉQ sur le fait que les 150 000 \$ additionnels promis n'ont toujours pas été remis aux groupes.

Le Regroupement considère le rapport de la CEFA comme «un pas majeur dans la perspective de la démocratisation de l'éducation des adultes au

Québec». Il nourrit cependant certaines réserves, estimant que l'on devrait privilégier des actions locales plutôt qu'une grande campagne nationale, comme le suggère la Commission.

Le Regroupement trouve également que l'on donne un rôle trop limité aux commissions scolaires, et rappelle que «... le Regroupement a toujours favorisé le respect et le développement des deux réseaux, entendus sous l'angle de la complémentarité» (L'ICEA, volume 5, no 1, avril 1982).

## 1982-1983: et on recommence !

En juin 1983, le RGPAQ rencontre à nouveau le sous-ministre et réitère ses revendications : accès au programme de recherche, octroi de crédits pour les nouveaux groupes formés en cours d'année, et une augmentation des fonds octroyés au Regroupement. Il en profite aussi pour dénoncer le fait que certaines commissions scolaires forment des groupes OVEP en alphabétisation et viennent «piger» dans les budgets OVEP.

L'étude des subventions pour 1982-83 démontre que le gouvernement, à la suite des pressions, a favorisé l'augmentation des budgets des groupes populaires en alphabétisation. Nous sommes passés d'un budget de 276 000 \$ pour 1981-82 à un budget de 436 000 \$ pour 1982-83. Les groupes d'alphabétisation ont obtenu en moyenne 41 % de leurs demandes, comparativement à 29 % pour les autres groupes d'éducation populaire.

Notons, cependant, que l'argent supplémentaire distribué aux groupes d'alpha ne provenait pas de coupures de budget imposées à d'autres groupes, mais du fait qu'exceptionnellement cette année-là, 200 groupes d'éducation populaire n'avaient pas présenté de demande, et qu'il restait donc de l'argent à redistribuer. Il n'empêche que le débat sur les liens avec les autres groupes était relancé.

*«Malgré de nombreuses pressions, nous avons toujours refusé d'être séparés de ce mouvement, d'être isolés de l'ensemble des organisations populaires, tout comme nous avons toujours affirmé qu'une priorité à l'alphabétisation ne devait jamais être accordée aux dépens des autres organisations qui font de l'éducation populaire.»*

*Alphabétisation Populaire, automne 1982, Nos 8-9-10, p. 12-13.*

### **L'imposition du Moratoire**

À compter de 1982-83, le MÉQ impose un moratoire sur le programme OVEP: celui-ci n'est plus accessible à tout nouveau groupe. En 1983-84, le budget est augmenté de 32 000 \$, ce qui ne représente qu'une maigre augmentation de 7,5 % pour les groupes d'alpha. Ces derniers considèrent que c'est très peu, compte tenu qu'il leur est presque impossible de se faire financer par d'autres ministères.

En même temps, cette année-là, le MÉQ rend public son énon-

cé de politique en éducation des adultes qui est censé donner suite aux recommandations de la CEFA.

Une coalition d'organismes, dont le Regroupement fait partie, réclame la tenue d'une commission parlementaire pour débattre et tenter d'infléchir la politique préconisée par le MÉQ. La coalition ne reçoit pas de réponse à sa demande. Le 30 mars, en assemblée générale spéciale, le Regroupement analyse en détail l'énoncé de politique et prend position. En mai, il prépare et dépose un mémoire sur ce sujet.

Conformément à son énoncé de politique, le gouvernement accorde une priorité à l'alphabétisation. Cela signifie, d'une part, une enveloppe ouverte pour les commissions scolaires qui pourront être subventionnées pour toutes les inscriptions qu'elles auront en alphabétisation, et d'autre part, pour les groupes, l'injection par le ministère d'un peu plus d'un million, c'est-à-dire une augmentation de 239 %! Mais, car il y a un mais, le gouvernement en profite pour lever le moratoire et ce n'est pas moins de 42 nouveaux groupes qui font leur entrée dans le programme. Dans un sens, cette évolution est intéressante, car elle permet à l'alphabétisation populaire de se développer; mais elle signifie aussi que les budgets demeurent insuffisants pour l'ensemble des groupes, qui sont maintenant dans un état de sous-financement chronique. De plus, aucune logique ne

semble guider la répartition des crédits: certaines régions et des groupes sont pénalisés. L'autre élément ennuyeux, c'est que les groupes formés par les commissions scolaires pour obtenir plus d'argent se retrouvent financés dans ce programme.

Cette situation ressemble étrangement au scénario que les groupes populaires en alphabétisation risquent de vivre en 1995-96. Espérons que la conclusion en sera différente!

### **Autres préoccupations**

Quoi qu'il en soit, à partir de cette période, le Regroupement a quelque peu délaissé la lutte pour le financement des groupes, non pas au niveau de son discours mais dans sa pratique. En 1984 et 1985, on a dépensé beaucoup d'énergie dans l'organisation du premier grand rassemblement de personnes analphabètes au Québec. Cet événement, qui s'appelait La Grande Rencontre, avait été préparé et pensé avec des personnes analphabètes participantes des groupes.

L'année 1986 a été celle d'un congrès d'orientation et c'est sur cette activité que le Regroupement a investi ses énergies. Ce congrès a servi à redéfinir et préciser ce qu'était l'alphabétisation populaire. Il s'agissait, entre autres, d'une réaction à l'arrivée de plusieurs nouveaux groupes aux orientations très variées. En quelques années à peine, le Regroupement avait doublé son «membership».



## La stratégie du programme distinct

Les luttes sur la question du financement vont reprendre en 1987. Cela se fera principalement par des rencontres, par l'envoi de lettres et par la présence du Regroupement au comité de refonte des programmes OVEP mis sur pied par le ministre de l'Éducation de l'époque, M. Claude Ryan.

Cette année-là, le Regroupement a également rencontré le conseiller spécial du ministre pour tenter de faire avancer le dossier des nouveaux groupes bloqués par un nouveau moratoire imposé dès 1985-86. Les années 1988 et 1989 ont été employées en grande partie à travailler sur ce qu'on appelait le programme distinct. Il s'agissait d'un changement important de stratégie. On évaluait maintenant, au Regroupement, que pour réussir à faire augmenter les budgets des groupes d'alphabétisation sans pour autant pénaliser les autres groupes d'éducation populaire, il fallait obtenir un programme distinct de financement, le Programme de soutien à l'alphabétisation populaire autonome (PSAPA). On voulait profiter de la création du programme distinct pour obtenir une augmentation des budgets. On justifiait cette revendication, à l'époque, en soulignant le fait que les groupes d'alpha, contrairement aux autres groupes d'éducation populaire, dépendaient presque exclusivement de ces budgets et avaient très

difficilement accès à d'autres sources de financement. Le Regroupement a bel et bien obtenu le programme distinct, mais sans un sou de plus!

L'autre front de lutte du Regroupement, pendant cette période, concernait les nouveaux investissements du gouvernement fédéral en alphabétisation. Tout ne fut pas gagné, mais les groupes ont à leur actif des victoires importantes, comme par exemple le fait d'obtenir une enveloppe réservée. C'est surtout par la négociation et le «lobbying» que ces gains ont été réalisés.

Les années 1989 et 1990 furent consacrées à donner au Regroupement et à la problématique de l'analphabétisme une plus grande visibilité. On espérait profiter de l'Année internationale de l'alphabétisation (1990) pour obtenir un engagement de la part du gouvernement provincial. Ce travail a donné de très bons résultats en ce qui regarde la visibilité, mais il n'a pas permis aux groupes de sortir des difficultés économiques auxquelles ils sont confrontés.

## Conclusion

Le Regroupement a su rapidement développer sa crédibilité et il a démontré sa capacité de faire entendre sa voix et de gagner des points. Les difficultés financières rencontrées par les groupes populaires en alphabétisation l'ont amené à consacrer la majorité de ses luttes à la question du financement des groupes.

L'année 1984 a marqué un point tournant, qui fut difficile à saisir à l'époque. N'oublions pas que le RGPAQ était une organisation encore très jeune. L'arrivée d'une série de nouveaux groupes ayant des orientations très variées et la place prise par les commissions scolaires en alphabétisation grâce à l'enveloppe ouverte, ont provoqué une situation qui s'avéra de plus en plus difficile à gérer pour le Regroupement. Division grandissante à l'intérieur de ses rangs, relations de sous-traitance entre des commissions scolaires et de plus en plus de groupes coincés financièrement, voilà avec quoi le RGPAQ a eu à composer.

Peu à peu, de congrès d'orientation (1986) en congrès d'orientation (1992), le Regroupement a précisé ses positions et sa définition de l'alphabétisation populaire. Cela nous a permis de resserrer les rangs et de relancer de nouvelles luttes pour faire progresser l'alphabétisation populaire. Aujourd'hui, en 1995, nous nous retrouvons dans une situation analogue à celle de 1984. De nouveaux groupes seront subventionnés par le gouvernement dès l'an prochain, certaines commissions scolaires vont tenter de faire financer des groupes qui sont sous leur mainmise; les groupes populaires en alphabétisation seront-ils prêts à relever ces défis? L'histoire nous le dira...



## BIBLIOGRAPHIE

### **Vie Ouvrière**

Dossier: «Apprendre à l-i-r-e et à écrire» in *Vie Ouvrière*, no 180, sept.-oct. 1984, pp3-64.

### **RGPAQ**

*L'alphabétisation au Québec: situation, recommandations. Mémoire présenté à la Commission d'étude sur la formation des adultes (CEFA) et au ministère de l'Éducation, Montréal, 1981, 90p.*

### **RGPAQ**

*Alphabétisation Populaire; bulletin de liaison des groupes populaires en alphabétisation, n° 1 (1981) à n° 19 (1986).*

### **RGPAQ**

*Document de réflexion «Pour un plan d'action en alphabétisation», Montréal: RGPAQ, 1986, 31p.*

### **RGPAQ**

*«Écrire pour la première fois», supplément au bulletin Alphabétisation populaire, n° 1, fév. 1982, à n° 10, automne 1985.*

### **RGPAQ**

*Mémoire du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec portant sur le «Projet d'éducation permanente», Montréal: RGPAQ, 1984, 12p.*

### **DION, Carole et LACHAPPELLE, Nicole**

*Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) et ses groupes membres (portraits et synthèses), Montréal: Québec (prov.), ministère de l'Éducation, Direction générale des adultes (DGEA), 1987.*

### **HAUTECOEUR, Jean-Paul**

*(sous la direction de) Pratiques d'alphabétisation, MÉQ, 1982, 408 p.*

### **HAUTECOEUR, Jean-Paul**

*Introduction aux pratiques et politiques en alphabétisation, Montréal: Université du Québec, Service des publications, 1985, 540 p.*

### **HAUTECOEUR, Jean-Paul**

*Alpha 88, Québec: ministère de l'Éducation, 1988, 439p.*

### **HAUTECOEUR, Jean-Paul**

*Alpha 90, Québec: ministère de l'Éducation, 1990, 488 p.*

### **HAUTECOEUR, Jean-Paul**

*Séminaire sur l'alphabétisation populaire (1980: Québec) : Alpha 80, compte rendu du séminaire, Québec: DGEA, 1981, 276 p.*

# Il était



Jean-François Aubin



Il était une fois un Regroupement de groupes populaires en alphabétisation qui souhaitait que l'alphabétisation au Québec puisse se développer. Ces groupes en avaient vraiment «marre» de se demander chaque année s'ils n'allaient pas devoir fermer leurs portes. En effet, le maigre soutien financier qu'ils recevaient du ministère de l'Éducation était remis en question tous les ans. Ces groupes auraient bien aimé également voir, pour une fois, le ministère de l'Éducation assumer ses responsabilités et appuyer un plan gouvernemental de lutte contre l'alphabétisme.

Toute cette histoire a commencé voilà bien des années, mais 1991-92 a été l'amorce d'une démarche de trois ans qui allait déboucher sur des gains intéressants pour l'alphabétisation populaire. Mais n'allons pas trop vite, et reprenons le fil des choses par le début.

# une fois...

## 1991-1992 : une volonté commune mais dans quelle direction?

C'est avec espoir que les groupes populaires en alphabétisation ont vu arriver l'Année internationale de l'alphabétisation (1990). Ils souhaitaient qu'au moins pour cette année spécialement consacrée à l'alphabétisation, le gouvernement se sente un peu obligé de s'impliquer dans ce dossier. De toute urgence, les groupes voulaient que le ministère de l'Éducation (MÉQ) se penche sur la question de leur financement, qui n'avait pas progressé depuis 1985. Déjà, quelques groupes avaient dû se résoudre à fermer leurs portes au cours des années précédentes et plusieurs autres envisageaient sérieusement de le faire. Les équipes de travail avaient fondu comme neige au soleil (diminution du nombre d'employé-e-s) et ceux qui demeuraient fidèles au poste voyaient les périodes de chômage se prolonger. Devant ce cul-de-sac, certains groupes se

tournaient vers des ententes avec les commissions scolaires, quitte parfois à y perdre leur identité propre et à ne devenir que des «sous-traitants». Bref, les perspectives d'avenir de l'alphabétisation populaire n'étaient pas roses. Triste histoire, n'est-ce pas ?

L'Année internationale de l'alphabétisation (1990) a marqué un pas important en terme de sensibilisation du grand public. Cependant, c'est avec amertume et déception que les groupes d'alphabétisation constataient un manque d'engagement concret de la part du gouvernement du Québec. Aucune nouvelle mesure favorisant l'alphabétisation, aucun budget supplémentaire, aucune initiative démontrant une volonté de s'attaquer à l'analphabétisme. Mais où donc était passé le prince charmant ?

Et ce n'est pourtant pas parce que les groupes avaient ménagé leurs énergies! Activités dans toutes les régions du Québec, pièce de théâtre, diffusion à travers

tout le Québec d'un recueil de textes écrits par des personnes analphabètes, grand rassemblement de plus de 1500 personnes pour souligner cette Année internationale de l'alphabétisation: tout avait été mis en oeuvre pour faire progresser ce dossier. En vain.

Le Regroupement a alors pris conscience qu'il devait préciser davantage son travail de sensibilisation : l'objectif principal n'était plus de montrer à la population à quel point il est important de s'alphabétiser. Plusieurs groupes étaient d'ailleurs obligés de refuser des personnes parce qu'ils n'avaient pas les ressources suffisantes pour les accueillir. Les listes d'attentes s'allongeaient.

On a décidé alors de poursuivre le travail de sensibilisation, mais en l'orientant en fonction des pouvoirs politiques (le gouvernement) et médiatiques (journaux, radios, télévision). Première étape : bien se préparer.

David allait entreprendre sa bataille contre Goliath !

**1992-1993 :  
si on se préparait...**

En 1992-93 se sont multipliées, un peu partout à travers le Québec, des rencontres baptisées «ateliers échanges» avec les participantes et participants des groupes en alphabétisation. Ces assemblées ont fait ressortir une forte détermination de leur part à s'impliquer activement dans cette démarche de reconnaissance de l'alphabétisation populaire autonome. Chaque groupe s'est donné deux porte-parole des participantes et participants.

Ces porte-parole avaient pour rôle de transmettre les préoccupations des participantes et des participants de leur groupe. Ils devaient également faire circuler les informations importantes pour que chaque participante et participant se sente concerné. Ce sont ces porte-parole qui représentaient les personnes analphabètes auprès des politiciens et des journalistes.

Et puis, nous avons pris le temps de bien évaluer nos forces et nos faiblesses: quels points fallait-il améliorer avant de se lancer dans une telle opération ? Pour être en mesure de bien comprendre dans quelle aventure on s'embarquait, nous avons rencontré des représentants d'autres regroupements nationaux qui avaient connu des expériences semblables. Rien de tel pour faire sa propre histoire que de s'inspirer de celle des autres!

Chaque groupe a été invité à réaliser son propre bilan et à se préparer à dégager les énergies nécessaires pour cette mobilisation.

Ensuite, il a fallu s'entendre sur ce qu'on voulait exactement ou, en d'autres mots, de quelle façon on voulait que notre histoire finisse. Vous l'avez sans doute deviné, notre histoire fait partie de la collection «L'Histoire dont vous êtes les héros».

Cette démarche nous a amenés à produire un document

**«On ne peut  
concevoir de façon  
plus habile  
d'exclure les  
citoyens de la chose  
publique, qu'en  
les traitant en  
ignorants et en  
incompétents. Il y a  
là une menace  
qui, en ruinant la  
possibilité d'une  
libre parole, les  
atteint dans leur  
être même.»**

*Paul Chamberland*

intitulé «La nécessité d'une politique gouvernementale en alphabétisation et l'urgence d'un financement équitable pour les groupes membres du RGPAQ». Ce document a été élaboré au cours d'un processus démocratique qui a permis à tous les groupes de réfléchir et de se prononcer sur l'analyse de l'analphabétisme et sur les solutions à adopter pour l'enrayer. Un comité de travail a été formé pour superviser l'ensemble de la dé-

marche. Dès l'automne 1992, un sondage auprès des groupes nous a permis d'ajuster l'orientation du document. Plusieurs versions ont été retravaillées jusqu'à l'assemblée générale de juin 1993. C'est lors de cette assemblée que les dernières modifications ont été apportées à ce document qui allait servir de point de référence pour les deux années suivantes.

C'est également lors de cette assemblée qu'un plan d'action a été adopté, avec pour objectif de faire connaître nos demandes et d'amener le gouvernement du Québec à «bouger dans ce dossier».

À l'automne 1993, la mise en place de ce plan d'action commence mais on n'en verra les fruits que quelques mois plus tard, c'est-à-dire le 17 mars 1994. Ce soir-là, plus de 500 personnes se sont entassées dans une petite salle du Centre St-Pierre à Montréal. Les porte-parole des différents groupes ont été présentés à l'assemblée. Des témoignages de personnes analphabètes, d'artistes comme Louise Portai et Reine France, de Paul Chamberland, écrivain, sont venus couronner la soirée. Les objectifs de cette rencontre étaient de réunir nos forces et de lancer officiellement notre campagne pour une action contre l'analphabétisme. C'était la première manifestation publique d'un travail en gestation depuis deux ans. Une réussite, même si les autobus de la Mauricie sont arrivés comme la cavalerie dans les westerns... à la fin de la soirée!

Parallèlement à cette assem-



blée publique, les groupes d'alphabétisation rencontraient leur député pour les sensibiliser au problème de l'analphabétisme et pour leur demander d'intervenir auprès du ministre de l'Éducation. Profitant du passage à Trois-Rivières de ce dernier, monsieur Jacques Chagnon à l'époque, des représentants du Regroupement, de groupes de la Mauricie et des porte-parole des personnes analphabètes expliquent la situation au ministre. Celui-ci manifeste une certaine ouverture, mais sans vouloir s'engager concrètement.

Les semaines passent mais toujours rien de nouveau du côté du ministre. Les groupes décident alors de déclencher le «Plan Z»: l'opération «Alphabits». Ils expédient plus d'une centaine de boîtes d'«Alphabits», céréales en forme de lettres, au ministre Chagnon. Cette campagne d'envoi de boîtes de céréales accompagnées d'un message rappelant nos demandes à monsieur Chagnon, a pour objectif de faire savoir à la population que nous sommes en attente d'une réponse. Cette action sera reprise dans les médias et à l'Assemblée nationale. On y apprendra que le ministre préfère les «Spécial K» !

Les groupes multiplient les interventions dans les médias. Entre mars 1993 et juin 1994, le Regroupement a recensé plus de 60 articles de journaux traitant des besoins en alphabétisation populaire autonome.

Les groupes profitent également des premières «Assises

pancanadiennes du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada», qui ont lieu à Montréal, pour soulever le fait que 900 000 personnes analphabètes au Québec attendent toujours un plan de lutte contre l'analphabétisme. Une deuxième rencontre a lieu avec le ministre de l'Éducation. Ce dernier

**«lire et écrire,  
c'est avoir accès à la  
connaissance,  
l'expression, la  
communication.  
lire et écrire... un  
geste de libération.»**

*Louise Portal*

commence à répondre un peu plus concrètement à nos demandes. Il évoque la possibilité de doubler les budgets des groupes d'alphabétisation et se dit prêt à discuter d'un plan de lutte contre l'analphabétisme. Nous nous demandons alors si nous ne sommes pas en plein conte de fées...

Mais toutes ces belles paroles n'auront pas de suite puisqu'au mois de juin 1994, Daniel Johnson, Premier ministre du Québec, dissout l'Assemblée nationale et déclenche des élections.

#### **Août-septembre 1994: la campagne électorale**

Une campagne électorale, c'est un moment privilégié pour amener les partis politiques à se prononcer et à prendre des engagements sur des questions

qui préoccupent la société québécoise. Même si les groupes d'alphabétisation ne débutent normalement leurs activités qu'à la fin du mois d'août, nous n'allions pas manquer une telle occasion !

Premier défi: imposer la problématique de l'analphabétisme pendant la campagne électorale. Un moyen: commencer notre campagne par une action hors de l'ordinaire. Aussitôt dit, aussitôt fait: on loue une montgolfière, et on réalise une grande banderole portant l'inscription «Que faites-vous pour les analphabètes?». Et par une belle journée du mois d'août, à Yamachiche, des représentantes et représentants des groupes accueillent, avec leur montgolfière et sa banderole, monsieur Jacques Parizeau, chef du Parti Québécois, alors en avance dans tous les sondages. Elle est superbe, cette montgolfière et on ne peut pas ne pas voir le message qu'elle porte. Monsieur Parizeau ne peut faire autrement que s'engager, sans se montrer trop précis, comme tout bon politicien, à appuyer le travail d'alphabétisation des groupes populaires.

Une déception: la couverture médiatique a été faible, même si les représentants du RGPAQ ont accordé bon nombre d'entrevues. Mais ce n'était que le début. Tout au long de la campagne électorale, les groupes de toutes les régions du Québec ont talonné tous les candidats et candidates pour savoir quelle était leur position face à la lutte contre l'analphabétisme. L'ex-ministre



de l'Éducation, Jacques Chagnon, a été confronté lors d'un débat télévisé (l'émission «Droit de Parole») par un membre du Regroupement à son inaction dans le dossier.

Le jour du débat télévisé des «chefs» entre Jacques Parizeau et Daniel Johnson, les groupes en alpha ont publié dans un quotidien à grand tirage leur question aux deux chefs : «Que ferez-vous pour les 900 000 personnes analphabètes du Québec?»

### **8 septembre 1994: Journée internationale de l'alphabétisation**

Heureuse coïncidence, les élections se tenaient le 12 septembre, quelques jours seulement après le 8 septembre, Journée internationale de l'alphabétisation. Ce 8 septembre revêtait donc une importance particulière pour les groupes d'alphabétisation. Une intervention théâtrale sur les marches de l'Université du Québec à Montréal a su capter l'attention des médias d'information qui ont ouvert leurs bulletins de nouvelles sur la question de l'analphabétisme. Le journal «La Presse» a nommé Sylvie Tardif, coordonnatrice du Centre d'organisation mauricien de service et d'éducation populaire (COMSEP) de Trois-Rivières et ex-présidente du Regroupement, «Personnalité de la semaine». La montgolfière reprenait du service et venait présenter son message aux Montréalais. Quelques groupes répartis dans différentes ré-

gions du Québec venaient également ajouter leur grain de sel en organisant des activités de sensibilisation.

### **Le résultat**

Le Parti libéral du Québec s'est formellement engagé à doubler les budgets des groupes oeuvrant en alphabétisation... mais il s'est fait battre aux élections ! Le Parti québécois quant à lui s'est engagé à «... concevoir, de concert avec les intervenants, une véritable politique de reconnaissance et de financement des organismes volontaires d'éducation et d'alphabétisation populaires autonomes. Le financement des organismes sera augmenté de même qu'il sera planifié et octroyé sur une base triennale<sup>1</sup>.»

### **Automne 1994- printemps 1995: de l'attente à l'espoir**

Le travail réalisé au cours de la campagne électorale a permis aux groupes de se rendre compte qu'il leur manquait un «outil» simple et accessible pour expliquer ce qui se passe actuellement dans le domaine de l'alphabétisation. Le mois d'octobre a donc servi au Regroupement à produire ce dépliant éducatif et à en faire bénéficier tous les députés fraîchement élus. L'automne a aussi permis à plusieurs groupes de recevoir du Regroupement une formation sur le travail avec les médias. On a beau avoir une belle histoire, il faut savoir la conter !

Le Regroupement a été invité lors de la cérémonie d'investiture des nouveaux ministres. Monsieur Jean Garon a été à cette occasion nommé ministre de l'Éducation. Une heure plus tard, il recevait, en mains propres de la présidente du Regroupement, Madame Solange Tougas, une lettre lui demandant une rencontre.

Cette rencontre aura lieu le 17 novembre 1994. Comme il en a pris l'habitude, le Regroupement compte sur une solide délégation composée de formatrices et de porte-parole des personnes analphabètes pour expliquer au ministre la situation en alphabétisation. Monsieur Garon sera particulièrement interpellé par le témoignage de Carole, jeune apprenante de 23 ans d'un groupe de Longueuil. Après la rencontre, monsieur Garon, bien informé des demandes des groupes, s'engage à nous revoir rapidement pour nous faire part de sa position.

### **Et si on déjeunait?**

Les mois de décembre et janvier passent... Les groupes poursuivent leur travail d'information auprès des médias et du grand public. Ils adressent également quelques petits rappels au ministre, par l'envoi de bas de Noël, de S.O.S. dans une bouteille, etc. Février arrive et toujours pas de nouvelles. Que faire? Et si on allait déjeuner aux céréales «Alpha-Bits» au ministère de l'Éducation?

On pourrait y inviter le mi-



nistre à venir rendre publics ses engagements. Ce fut fait et avec succès! Le 7 février, plusieurs centaines de personnes se réunissent dans le hall du MÉQ pour déjeuner en compagnie du ministre. Ce dernier s'engage alors à venir à l'assemblée générale du Regroupement, le 24 février, pour annoncer ses intentions. Il tiendra parole.

Le 24 février 1995, lors de l'assemblée générale du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec, le ministre de l'Éducation, Jean Garon, annonce une hausse significative du budget des groupes d'alphabétisation. En fait, en 1995-96, le budget doublera et passera de 2,6 à 5,3 millions de dollars. En ce qui concerne un plan de lutte contre l'analphabétisme, malheureusement, le débat est renvoyé aux États généraux sur l'Éducation qui se dérouleront au cours de l'année 1995-96. Cette annonce va susciter beaucoup de discussions, entre autres sur la répartition de ces nouvelles sommes et sur la création de nouveaux groupes, mais un pas important a été franchi. Ce n'est pas un coup de baguette magique qui a rendu possible ce déblocage, mais plutôt la combinaison de différents facteurs.

#### **Le rôle des différentes régions du Québec**

Ce qui nous a permis d'obtenir un financement accru bien sûr, mais aussi une certaine reconnaissance, c'est l'implication

de plusieurs groupes dans plusieurs régions du Québec. Une petite organisation comme le Regroupement n'aurait pas pu faire bouger un gouvernement s'il n'y avait pas eu un travail de sensibilisation en provenance de tous les coins du Québec. Chaque région y a mis sa couleur, investi ses propres forces. C'est l'histoire des sept nains qui ont décidé de se regrouper pour modifier un peu la fable à leur façon.

#### **Le rôle des personnes analphabètes**

Ce travail n'aurait pas pu progresser au sein des groupes populaires en alphabétisation si les personnes analphabètes en formation n'y avaient pas joué un rôle majeur. À toutes les rencontres avec le ministre de l'Éducation, des personnes analphabètes sont venues pour exprimer leur vécu, leurs préoccupations. Ce sont elles qui se sont mobilisées sous la pluie, la neige, en plein vent, pour faire entendre leur voix. C'est leur victoire (même si elle est partielle, comme toute victoire) et elles l'ont soulignée par une fête de la solidarité organisée le 27 mai dernier par les porte-parole des participantes et participants des groupes.

#### **La conjoncture**

Toutes les histoires, heureuses ou tristes, se passent dans le cadre d'une époque précise. Il serait difficile de vivre une histoire de prince charmant en 1995.

Les princes encore en vie ne sont plus très charmants ! Notre histoire, elle, se situe dans un contexte où les gouvernements cherchent à faire en sorte que les services soient offerts à un coût moindre que celui des institutions publiques. Il faudrait être un peu aveugle pour ne pas reconnaître que ce facteur a joué un certain rôle à l'intérieur de notre histoire. Il ne faut cependant pas tomber dans le piège contraire et penser que ce contexte explique tout. C'est probablement une combinaison de plusieurs facteurs qui nous a permis d'écrire cette nouvelle histoire du monde de l'alphabétisation populaire.

#### **Les appuis, les alliés**

Dernier élément, mais non le moindre: cette démarche a réussi grâce au soutien de milliers de personnes et à l'appui d'organismes de toutes les régions du Québec. Soulignons, en particulier, le travail de collaboration avec le réseau des autres groupes d'éducation populaire qui sont représentés par le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ).

C'est en toute indépendance mais ensemble que nous avons avancé vers la reconnaissance du travail des groupes d'éducation et d'alphabétisation populaires autonomes. Mentionnons également le support indéfectible de la Conférence religieuse canadienne, section Québec (CRCQ).

## Et l'avenir ?

Tout n'est pas réglé, loin de là, et il reste beaucoup à faire. Les mécanismes de financement pour soutenir les groupes d'alphabétisation ne sont pas encore connus. Le gouvernement du Québec n'a toujours pas adopté de véritable plan pour lutter contre l'analphabétisme.

Le ministre de l'Éducation a créé en avril dernier une commission nationale pour superviser les États généraux sur l'éducation, mais il n'a pas jugé bon d'y nommer une personne possédant une expertise auprès des personnes analphabètes. Il faudra voir de quelle manière on pourra vraiment faire partie d'un plan d'ensemble pour l'éducation au Québec. Il faudra travailler fort pour que le gouvernement reconnaisse une place plus grande à l'éducation des adultes, à l'éducation populaire autonome et à l'alphabétisation populaire autonome. Oui, il y a encore beaucoup de chemin à faire mais si les groupes d'alphabétisation savent s'unir, se solidariser et s'organiser, ils réussiront à faire progresser de nouveau l'alphabétisation populaire autonome !

N'est-ce pas là une fin heureuse pour cette histoire..? Rendez-vous l'an prochain pour une autre belle histoire contée à la façon de l'alphabétisation populaire autonome.

*1. Lettre de Hubert Thibeault, directeur de cabinet, au nom de Jacques Parizeau, adressée au RGPAQ et datée du 6 septembre 1994.*



# MÊME LES CORNEILLES Y ÉTAIENT!

Une conférence de presse en plein air

Myriam Gauthier  
Atout-Lire, Québec

LE 8 septembre 1994, Journée internationale de l'alphabétisation, nous prenions possession d'un coin de parc de notre quartier pour tenir une conférence de presse. C'est là, sous un soleil hésitant, que nous avons convié la presse et les deux candidats, péquiste et libéral, du comté à venir écouter les demandes de nos conférenciers, en l'occurrence les deux porte-parole de notre groupe, Jean-Pierre Roussel et Alain Lessard.

## La mise en scène

Mais l'engagement de nos deux porte-parole n'avait pas commencé là. En effet, c'est avec eux que l'ensemble des décisions et des tâches entourant la préparation et le déroulement de la conférence s'est effectué. D'abord, Alain et Jean-Pierre ont pris connaissance de la plate-forme de revendications du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ). Nous étions deux animatrices à travailler avec eux pour les aider à en comprendre les différentes revendications. Ensemble, nous avons choisi celles qui touchaient de plus près les participantes et participants de notre groupe. Puis, Alain et Jean-Pierre se sont partagé les revendications à présenter.

Nous nous sommes alors partagé le contenu retenu, et avons travaillé en équipe : une animatrice et un représentant, le but étant de faire en sorte que Jean-Pierre et Alain s'approprient le message qu'ils avaient à livrer, qu'ils le mettent dans leurs mots, que ce message soit simple à expliquer et à comprendre. Après quelques réunions,

plusieurs pratiques devant auditoire et les joues rouges par anticipation, ils étaient fin prêts!

Après tous ces efforts, nous voulions toucher et intéresser le plus de monde possible. Il fallait que cette activité soit un événement public réussi. Nous avons dressé la liste des invités : les participantes et participants et bénévoles d'Atout-Lire, les groupes communautaires du milieu, les commerçants et la population du quartier. Étant à quelques jours des élections provinciales, nous pensions qu'un tel auditoire potentiel était susceptible d'attirer les candidats qui deviendraient à leur tour un bon appât pour les différents médias de notre région. Opération stratégique réussie!

Pour accueillir tout ce beau monde, il nous fallait un endroit accessible, ouvert et assez vaste. C'est ainsi que le choix du lieu s'est imposé. Histoire d'avoir un peu d'intimité et de se sentir chez nous, nous avons trouvé un coin du parc où il était possible de créer un décor simple et efficace. Ce dernier consistait en de grosses lettres d'alphabet et

de chiffres aux couleurs variées qui encadraient les conférenciers et tapissaient la grille de l'entrée du parc. Le tout de fabrication maison. Ce même décor a également servi à publiciser l'événement chez les commerçants du coin.

Il nous restait à présent à préparer ce qui allait appuyer et renforcer le point culminant de la journée.

En partant du fait qu'on ne voulait pas seulement attirer des gens, mais aussi les garder un peu avec nous afin de partager le plus possible ce que nous vivions, deux idées ont germé. La première était d'offrir une soupe populaire aux alphabets. La deuxième, de présenter une activité «spectaculaire» afin d'attirer l'attention des journalistes. Nous avons donc imaginé une envolée de ballons à laquelle participeraient toutes les personnes présentes à la conférence. Pour rendre ce geste le plus symbolique possible, nous avons décidé d'attacher à chaque ballon une lettre ou encore un chiffre de carton en couleur.

## Rideau!

Dès 1\*heures, les chaudrons de soupe étaient sur le feu au beau milieu des cris des enfants et sous le regard interrogateur des passants. Dans le parc avaient poussé des lettres et des chiffres géants, chacun tenait son rôle, la nervosité régnait, Jean-Pierre et Alain étaient solennels. Au dernier moment, les deux candidats aux élections et les quelques journalistes sont arrivés. Avec cinq minutes de retard et après qu'une animatrice d'Atout-Lire eut introduit la conférence en parlant de l'analphabétisme et de l'alphabétisation, nos deux porte-parole ont fait connaître leurs demandes. Les voici:

### «Les constatations :

- \* Le ministère de l'Éducation n'a pas de vrai plan en alpha pour nous autres.
- \* On trouve ça difficile d'aller dans les écoles pour apprendre; ça va trop vite à l'école.
- \* Si on savait mieux lire, écrire et calculer, on aurait plus de facilité à se trouver de l'emploi et on se ferait moins rouler.
- \* À Québec, il y a seulement deux groupes d'alpha et il y a des listes d'attente.
- \* Dans la province, c'est pareil; il manque de groupes.

### Les demandes:

- \* Ne pas nous obliger à faire un programme, mais avoir le choix d'aller à l'école.
- \* Prendre le temps de nous écouter.
- \* Avoir le choix d'aller où on

veut, dans un groupe populaire ou à la commission scolaire.

- \* Pas de limite de temps pour apprendre, pas de 200\*heures.
- \* Ne pas couper dans les programmes sociaux.
- \* Plus d'emplois pour tout le monde, sans préjugés.
- \* Ouvrir la chance à tout le monde.
- \* Ouvrir les portes à d'autre monde qui veulent apprendre.
- \* Ouvrir de nouveaux groupes.
- \* Penser à donner plus d'argent aux groupes d'alpha.»

Comme supplément d'informations et pour être bien sûrs de faire le tour de la situation, nos deux représentants ont également fait part de ce qui suit :

«-Atout-Lire est indépendant des commissions scolaires. On est autonome. On décide nous-mêmes de ce qu'on va faire.

Atout-Lire fait partie d'un regroupement des groupes d'éducation populaire. Y'a pas rien qu'à l'école qu'on apprend. Dans les groupes d'éducation populaire, on apprend aussi. On apprend en regardant, en écoutant, en échangeant, en prenant notre place. Dans les groupes d'éducation populaire, on défend les mêmes personnes. On demande tous une amélioration de nos conditions de vie.

L'alpha populaire fait partie de l'éducation populaire autonome. Avant, l'éducation populaire et l'alpha populaire étaient financées dans le même programme au ministère de l'Édu-

cation. Le printemps passé, on a été séparés. L'alpha populaire a été placée avec les commissions scolaires.

Nous autres, on veut rester avec les groupes d'éducation populaire. On est des alliés naturels.

### En conclusion :

- \* Une plus grande reconnaissance.
- \* Un meilleur financement des groupes d'alphabétisation populaire.
- \* Pas de limite de 2000 heures pour apprendre.»

À ce stade-ci, il nous restait à souhaiter que les paroles ne finissent pas comme les ballons! L'envolée de ces derniers a d'ailleurs eu un effet plus grand encore que celui escompté. C'était, comme on l'avait souhaité, très spectaculaire. Chacun s'est senti concerné par ce geste.

Nous avons profité de cet instant de solidarité pour continuer à sensibiliser autour de la soupe, nervosité en moins et soleil en plus. Tout s'était bien passé... malgré le chant pas très agréable des corneilles qui ont assisté à la conférence, perchées dans l'arbre, juste en face de nos conférenciers!

### Les impressions de nos deux principaux acteurs :

«Au début, j'étais nerveux. Quand la conférence de presse a commencé, je l'étais moins. Je me sentais tout seul quand je lisais. J'étais concentré. Le fait que j'avais mon texte devant moi,

je me sentais moins stressé.

La prochaine fois, je saurai à quoi m'en tenir pour les questions des journalistes parce que je me suis énervé pour rien. En général, les questions qu'on m'a posées, j'ai pu facilement y répondre.

Si c'était à recommencer, je serais prêt!»

«J'ai beaucoup aimé faire la conférence de presse. Ça a été vraiment une bonne expérience même s'il y avait des corneilles.»

L'impact sur les médias  
et la réponse des politiciens

Vu que nous étions en fin de campagne électorale, les médias ont préféré couvrir d'autres activités malgré le caractère visuel de notre conférence. Tout de même, nous avons eu droit à une couverture par les deux quotidiens de la région, ainsi que par les deux radios communautaires de Québec.

Pour ce qui est de la présence des politiciens, celui qui est devenu le député de notre comté a participé à l'envolée de ballons. Il est resté avec nous un bon moment, assez longtemps pour établir un contact qui a facilité nos relations tout au long de l'année. Cela était d'autant plus important en cette période de lutte pour l'obtention d'un meilleur financement pour les groupes.



Le 17 novembre 1994, j'ai représenté les participants de tous les groupes du Québec durant la rencontre du ministre Garon et le RGPAQ. Mon rôle c'était de lui lire une des lettres que les participants de la Boîte à lettres avait écrit pour lui dire que nous n'avons pas besoin d'argent pour continuer nos cours. Je vous dis que j'étais tellement sur le gros nerf que j'ai bu deux cafés une chose que je ne fais jamais. Je lui lis la lettre. Et pour moi mon rôle était fini. Bien non le ministre Garon se met à me poser des questions. Je ne sais pas pourquoi il pose cette question. Je lui ai répondu à sa question, j'étais très nerveuse. Ça s'est bien passé malgré tout.

RS. Je crois qu'on va avoir des bons résultats de la part du ministre Garon

*Carole Bérubé*

# États généraux sur l'éducation :

## *Enfin un plan de lutte contre l'analphabétisme ?*

Jean-François Aubin

Le 9 avril dernier, le ministre québécois de l'Éducation, monsieur Jean Garon a procédé au lancement officiel des États généraux sur l'Éducation. Par cette démarche, le gouvernement du Québec vise à «... faire le point entre nous en vue d'établir un certain nombre de consensus sociaux sur ce qu'on doit faire ensemble pour répondre aux besoins d'éducation et de formation d'aujourd'hui et de demain...<sup>1</sup>». Il s'agit d'un vaste processus qui devrait, du moins l'espère-t-on, aboutir en juin 1996 et dégager quelques consensus qui deviendront des priorités gouvernementales. Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) veut s'investir dans cette démarche, parce qu'il ose croire qu'un débat d'ensemble sur l'éducation est actuellement une nécessité au Québec. Depuis quelques années, on assiste à de petites «réformettes» sans lien logique et souvent dépourvues de vision globale. Le problème de l'analphabétisme, en particulier, vient questionner tout le système de l'éducation, du préscolaire à l'éducation des adultes. Il agit comme un miroir qui nous reflète les carences de notre système éducatif. Il est plus que temps de pousser le ministère de l'Éducation à donner un coup de barre significatif avant que le navire coule à pic.



## La forme

Les États généraux sur l'Éducation seront coordonnés par une commission nationale. Cette commission composée de 15 personnes de milieux variés ne compte cependant aucun membre possédant une expertise reconnue en éducation populaire ou en alphabétisation populaire autonome.

C'est un peu incohérent dans la mesure où les adultes susceptibles d'avoir le plus besoin des services en éducation ne seront pas représentés à cette commission. On ne peut s'empêcher de se demander pourquoi le gouvernement a décidé de se passer de l'expertise des milieux de l'éducation populaire au sein de cette commission. On n'a pourtant pas hésité à nommer trois représentants du monde des affaires pour s'assurer de leur participation, étant donné qu'aucune de ces personnes ne pouvait libérer suffisamment de temps pour assister à toutes les sessions de la commission. Il est important que le milieu des affaires soit associé à ce processus, mais n'est-il pas aussi important que les groupes en éducation populaire, qui rejoignent plusieurs milliers de personnes chaque année dans leurs activités d'éducation, y soient aussi représentés ?

La première étape des États généraux permettra aux membres de la commission de participer à des activités diverses de consultation, à des colloques, des conférences et des symposiums.

Le contenu de ces rencontres leur servira de base pour rédiger un document dressant un état de la situation en éducation. Ce document devrait être simple et accessible. Il sera rendu public à la fin de l'automne 1995.

Pour la deuxième étape, on a prévu la tenue d'assises dans toutes les régions administratives du Québec. Ces rencontres constitueront des forums de discussions et de concertation régionale à partir du document de base. La troisième étape consistera en la tenue des États généraux nationaux. Cette rencontre, qui devrait avoir lieu au printemps 1996, aura pour objectif de dégager des consensus en vue de l'action.

Les consultations en région sont un des éléments positifs de ce processus. On se devait de tenir compte des réalités propres à chaque région du Québec. Il est à souhaiter que tous les acteurs et actrices du monde de l'éducation, y compris les personnes analphabètes, aient une place à l'intérieur de ces discussions. Il serait dommage que seulement les «gros» organismes aient voix au chapitre. Il faudra également que le gouvernement soit disposé à investir en éducation pour matérialiser les recommandations qui émaneront de ces États généraux. Si dans un an, le gouvernement nous revient avec son discours sur le manque de ressources et l'obligation de couper partout, y compris en éducation, on n'aura guère avancé et on aura tous et toutes perdu notre temps.

## Le contenu

Une question demeure : y aura-t-il place pour un débat large sur l'éducation ? Parlerons-nous seulement de l'éducation des jeunes ? On peut parfois se permettre d'avoir quelques doutes lorsque le ministre conclut l'activité de lancement des États généraux en ces termes : « Nous allons agir ensemble pour l'avenir des jeunes du Québec, mais aussi pour l'avenir du Québec tout entier parce que l'un ne va pas sans l'autre. Avoir confiance dans l'avenir, c'est d'abord avoir confiance dans notre jeunesse<sup>2</sup>. » Oui, l'éducation des jeunes est fondamentale. Oui, plusieurs correctifs doivent être apportés au système d'éducation primaire, secondaire et collégial. Mais quand le gouvernement du Québec adoptera-t-il un discours et une pratique sur l'éducation permanente ? Allons-nous reconnaître enfin que les besoins de formation sont maintenant continus ? Que ferons-nous pour les 900 000 Québécois analphabètes ? Les groupes populaires en alphabétisation et les autres groupes d'éducation populaire autonome rejoignent chaque année des milliers de personnes dans leurs activités de formation. Malgré cela, ils doivent encore se battre pour se faire reconnaître, pour être considérés comme partie intégrante de l'éducation au Québec.

Théoriquement, tout est sur la table, tout est discutable, mais quel sera l'espace réel réservé à



l'éducation des adultes, à l'éducation et l'alphabétisation populaires autonomes? Il est évident que les intervenantes et intervenants de l'éducation populaire et les participantes et participants eux-mêmes devront s'organiser pour faire entendre leur voix.

Serons-nous capables collectivement de dépasser le corporatisme et de développer un projet d'éducation qui rejoint une majorité de citoyens et de citoyennes? Serons-nous capables de ne pas nous confiner à une vision trop sectorielle de l'éducation? Serons-nous en mesure de nous laisser interpellé par les autres acteurs du monde de l'éducation?

Saurons-nous reconnaître le rôle et l'utilité respectifs d'un réseau institutionnel en éducation et d'un réseau hors institution (éducation populaire autonome)? Ce ne sont là que quelques défis prévisibles qui attendent ces États généraux.

### **Qu'est-ce que les groupes populaires en alphabétisation ont à dire sur l'éducation au Québec?**

Les groupes populaires en alphabétisation possèdent une expertise incontournable en alphabétisation. Depuis 1966, ces groupes représentent une expérience unique de réappropriation d'un pouvoir individuel et collectif par des personnes marginalisées et exclues de notre société. Ces groupes constituent un immense laboratoire d'expérimentation, de créativité au ser-

vice des personnes analphabètes. Au fil des ans, ils se sont également organisés en réseau en se donnant des balises communes tant en ce qui concerne les orientations idéologiques que les principes pédagogiques. Ils se sont peu à peu affirmés comme un réseau alternatif et différent du réseau institutionnel. Tout en reconnaissant le rôle de ce dernier, ils affirment qu'ils constituent des espaces de liberté et de démocratie absolument nécessaires pour les personnes analphabètes.

Ils ont donc beaucoup de choses à dire sur l'analphabétisme et ses causes. À coup sûr, ils rediront que l'analphabétisme est étroitement associé aux phénomènes de pauvreté. Ils affirmeront haut et fort que les programmes de la sécurité du revenu qui rejoignent une partie importante de ces personnes économiquement démunies ne correspondent vraiment pas aux besoins des personnes analphabètes et que le ministère de l'Éducation doit intervenir dans ce champ d'action. Ils rappelleront l'ampleur de l'analphabétisme, et pour y faire face, ils proposeront que le gouvernement du Québec se donne un plan d'ensemble, coordonné par le ministère de l'Éducation, pour lutter efficacement contre l'analphabétisme.

Un des axes de ce plan d'action devrait être l'accès libre et gratuit à la formation de base avec le choix du lieu de formation. Des mesures devraient être également prévues, comme un soutien pour la garde des en-

fants des personnes analphabètes en formation et des possibilités d'emploi pour ces personnes qui jamais ne pourront atteindre le certificat de secondaire cinq.

Oui, les groupes populaires en alphabétisation ont des choses à dire sur l'alphabétisation, mais ils en ont aussi à dire sur l'éducation en général. Ils demanderont, par exemple, que des corrections soient apportées au système d'enseignement primaire et secondaire pour faire une place réelle à des jeunes ayant des démarches d'apprentissages différentes. Ces groupes s'inquiètent et sonnent l'alarme en soulignant le fait que de plus en plus de jeunes deviennent des analphabètes fonctionnels<sup>3</sup>.

Ils ont pu constater et, peuvent en témoigner, les conséquences du manque de sentiment d'appartenance à l'école qu'ont vécu les personnes analphabètes dans leur passé. Il en va de même pour les classes surchargées qui en ont découragé plus d'un. Ils pourraient aussi parler de grandes campagnes d'alphabétisation réalisées dans certains pays qui ont connu un succès mitigé à cause du phénomène de l'analphabétisme de retour<sup>4</sup>. Que fait la société québécoise pour promouvoir d'une façon systématique la lecture? pour prévenir le décrochage?, etc.

Ce ne sont là que quelques-uns des points que ne manqueront pas de soulever les groupes populaires en alphabétisation lors de leur participation aux États généraux sur l'Éducation. Pour que ces propositions che-

minent, tous les autres acteurs de l'alphabétisation et de l'éducation populaire se doivent d'intervenir très activement dans ce processus démocratique. Ces organisations devront aussi avoir le souci de donner la parole à ceux et celles qui sont les plus touchés, à savoir les personnes analphabètes elles-mêmes.

Il faudra forger des alliances pour parvenir à dégager un projet d'éducation cohérent pour le Québec. Sinon, on risque de se trouver avec une cacophonie de propositions sans lien entre elles et qui peuvent même s'opposer les unes aux autres. Ces alliances seront également nécessaires pour s'assurer que le gouvernement du Québec donnera suite aux recommandations des États généraux.

Ce serait dommage que le rapport final des États généraux aille rejoindre sur une tablette une série d'autres rapports comme celui sur l'éducation des adultes<sup>5</sup> en 1982 ! Nous n'en sommes pas encore là; retrouvons donc nos manches et cherchons à obtenir la mise sur pied d'un plan de lutte contre l'analphabétisme.

1. Communiqué de presse, Québec tient parole. Monsieur Jean Garon procède au lancement officiel des États généraux sur l'Éducation en présence du Premier ministre, monsieur Jacques Parizeau, 9 avril 1995.

2. Ibid.

3. Près de 3% des personnes analphabètes sont des jeunes de moins de 3 ans qui ont eu accès au système scolaire.

4. En termes plus simples, les personnes fraîchement alphabétisées n'ayant pas suffisamment l'occasion de pratiquer la lecture et l'écriture, perdent les notions acquises.

5. CEFA, Apprendre, une action volontaire et responsable, Gouvernement du Québec, 1982.

## Alphabétisation et aide sociale : un ménage difficile

Martin-Pierre Nombé

Des personnes assistées sociales engagées dans une démarche d'alphabétisation qui reçoivent une lettre de leur agent d'aide sociale, leur signifiant la fin de leur formation. Des personnes assistées sociales, qui se voient refuser une inscription en alphabétisation parce que leur région a atteint son quota de personnes à inscrire sur la mesure Rattrapage scolaire. Des personnes assistées sociales, qui sont obligées d'arrêter leur processus de formation, parce que le nombre d'heures de formation imposé ne correspond pas à leur réalité. Voilà des situations que le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec, ainsi que plusieurs personnes assistées sociales, dénoncent depuis août 1993.

Ce sont là les retombées des coupures effectuées dans la mesure Rattrapage scolaire implantée en septembre 1984. Cette mesure visait au départ à aider les prestataires de l'aide sociale âgés de moins de 30 ans à terminer leurs études secondaires. Depuis la réforme de la sécurité du revenu en 1988, l'alphabétisation et l'apprentissage du français sont venus s'y ajouter. Ces changements ont ainsi permis une augmentation de la participation, qui est passée de 19 589 personnes inscrites au cours de l'année 1989-1990 à 56 412 deux ans plus tard<sup>1</sup>, mais aussi un élargissement de la mesure pour qu'elle vise en même temps des personnes désireuses de terminer leurs études, des parents soucieux d'acquérir une éducation de base indispensable pour aider leurs enfants à l'école, ou encore des personnes analphabètes désireuses de se donner des moyens pour fonctionner dans notre société.

La crise actuelle de l'État-providence sert de prétexte «aux remises en cause, aux tentatives de reformulation du consensus sociétal sur les objectifs souhaitables de l'égalité, sur les valeurs mêmes qui sous-tendent certains éléments du contrat social (sécurité, transferts, socialisation des risques et des charges) et enfin sur les politiques et les pratiques de la solidarité.» (Lamoureux, 1994:52)<sup>2</sup>. Cette nouvelle recomposition du social a entre autres donné lieu, on s'en souvient, à des politiques comme la Loi 37 sur l'aide sociale et «son cortège de mesures disciplinaires» (Boismenu 1988, 1991)<sup>3</sup>. Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec s'est toujours opposé à la Loi 37 sur l'aide sociale, ainsi qu'à ses diverses mesures.

Depuis quelques années, la mesure Rattrapage scolaire fait l'objet de restrictions diverses. En août 1993, une directive du ministère de la Sécurité du revenu obligeait les jeunes qui abandonnent leurs études et se retrouvent sur l'aide sociale, à attendre deux ans, au lieu de neuf mois, avant d'être admissibles au programme de Rattrapage scolaire. De plus, les personnes assistées sociales qui ne répondent pas aux exigences d'écriture et de lecture et retournent apprendre devaient faire 12 heures minimum d'apprentissage au lieu des neuf heures prévues.

En septembre 1994, le ministère émettait d'autres directives prévoyant un contingen-

Sherbrooke, le 22 mars 1995

Madame, Monsieur,

Nous sommes des personnes sous-scolarisées, et nous vous demandons votre appui. En 1995, être sous-scolarisé signifie ne pas posséder de diplôme d'études secondaires.

L'organisme dont nous sommes membres, le Centre d'éducation populaire de l'Estrie, autrefois l'Arbralette, a pour mission, entre autres, la défense des droits des personnes sous-scolarisées.

Il existe une contradiction en ce qui nous concerne : d'une part, on nous reproche notre inertie face à l'obtention d'un emploi et d'autre part, on nous ferme de plus en plus les portes des entreprises sous prétexte que nous ne possédons pas de diplôme d'études secondaires. D'ici l'an 2000, toutes les portes nous seront fermées.

Que vous soyez de ceux qui nous jugez sévèrement ou que vous éprouviez de la compassion à notre égard, vous pouvez faire en sorte que cesse cette contradiction. Lisez notre pétition, photocopiez-la au besoin, signez-la, faites-la circuler et retournez-nous-la le plus tôt possible.

Les formateurs du Centre d'éducation populaire de l'Estrie travaillent avec des gens comme nous depuis seize ans et ils savent que ce n'est pas par choix que nous ne possédons pas de D.E.S.

ÇA NOUS CONCERNE TOUS.

*Le comité des participants du*

*Centre d'éducation populaire de l'Estrie*

tement par région, l'allongement de la période minimale sur l'aide sociale pour se qualifier, l'augmentation du nombre minimal d'heures de formation (passant de 12 heures, en 1993-1994, à 2\*heures<sup>4</sup>), l'exclusion des jeunes ayant abandonné depuis moins de deux ans des études régulières (comme en 1993), la fixation de la durée

de la participation à la mesure à 2 000 heures, soit deux ans, et enfin le changement du barème de participation pendant les vacances scolaires.

En janvier 1995, selon un document de travail du ministère de la Sécurité du revenu, les directives de 1994 ont été maintenues. L'orientation actuelle favorise «nettement les acti-



## UN EMPLOI : UN PRIVILEGE OU UN DROIT?

*Pétition - Pétition - Pétition - Pétition*

Selon Statistique Canada, 44 % des Canadiens âgés de 16 à 69 ans n'ont pas de diplôme d'études secondaires et 38 % d'entre eux ne peuvent répondre à leurs besoins courants en matière de lecture et de calcul.

Nous savons que ces personnes proviennent de milieux défavorisés et que l'analphabétisme est intimement lié à la pauvreté. Pouvons-nous croire que ces personnes sont pauvres, ignorantes et sans emploi par choix et qu'elles sont entièrement responsables de cette situation?

Présentement, les employeurs de la région brandissent l'argument de la révolution technologique et refusent systématiquement et sans discernement l'accès à l'emploi pour toutes ces personnes. Résultat, ces femmes et ces hommes sont exclus de notre société et nous savons tous qu'il y a des conséquences graves à cela. On ne peut exclure impunément 44 % de la population; si nous ne donnons aucun espoir à ces personnes, nous connaissons des problèmes sociaux de plus en plus aigus et coûteux : violence, alcoolisme, toxicomanie, suicide, maladie, etc.

Pour tous ces motifs, nous vous demandons de signer cette pétition pour que nous puissions sensibiliser les dirigeants des entreprises de notre région, les décideurs politiques et la population en général, et ainsi favoriser l'accès à l'emploi pour ceux et celles qui n'ont pas de diplôme d'études secondaires.

vités d'alphabétisation fonctionnelle...», ce qui veut dire que les prestataires ayant un niveau «faible» se voient refuser l'accès à la démarche d'alphabétisation. Le document prévoit entre autres la conclusion d'ententes avec les établissements scolaires et les organismes populaires sur des formations de «type alpha-métier»<sup>5</sup>.

Le ministère justifie les différents changements par le taux d'abandon très élevé chez les personnes participant à la mesure. Selon l'étude du ministère sur «l'abandon de la participation à la mesure Rattrapage scolaire», publiée en 1993, le taux d'abandon en alphabétisation est de 67 %. Cette étude menée dans les commissions

scolaires ne tient pas compte de la situation des groupes populaires en alphabétisation, où le taux d'abandon ne se situe qu'autour de 7 %.

Dans les faits, par les différentes restrictions, le ministère vise la réduction des coûts de la mesure et la réinsertion à court terme des prestataires sur le marché du travail.

Le Conseil des ministres a approuvé, en décembre 1992, un objectif budgétaire impliquant une croissance zéro de l'ensemble des programmes; ce qui équivaut à une compression, au niveau du ministère de la Sécurité du revenu, de 182 millions de dollars<sup>6</sup>. Avec sa directive du printemps 1994, le gouvernement du Québec a contingenté l'accès des assistés sociaux à la formation de base, dans le but d'«économiser» près de 75 millions de dollars<sup>7</sup>.

L'évolution du marché du travail consécutive à la restructuration de l'économie mondiale entraîne un changement dans la nature même du travail. Le marché exige des travailleurs et travailleuses de plus en plus qualifiés et leur impose de s'adapter continuellement aux innovations technologiques. Du même coup, on constate qu'un nombre toujours plus grand de biens et de services sont produits avec de moins en moins de travail humain. C'est donc aujourd'hui le plein emploi pour les uns, la précarité des petits «boulots» et surtout le chômage pour les autres<sup>8</sup>. Est-il possible pour les personnes analphabètes de se trouver un em-

ploi quand celles qui sont qualifiées n'en trouvent pas?

La réforme de la mesure Rattrapage scolaire mise en application le 1er septembre 1994, ainsi que la directive de l'automne 1993, consacrent l'exclusion d'une partie importante de la clientèle analphabète prestataire d'aide sociale.

Les personnes analphabètes sont confrontées à un ensemble de problèmes, tous inter-reliés. Leur très faible scolarité, leurs conditions de pauvreté matérielles et leur inaptitude à fonctionner dans notre société où l'écrit est nécessaire, les marginalisent et elles vivent dans l'isolement. L'exclusion va ainsi accroître considérablement la perte de l'estime de soi et développer chez ces personnes des problèmes sociaux.

Les personnes analphabètes sont très défavorisées sur le plan social. Elles ne sauraient être mises sur le même pied que les personnes rejointes par les programmes de formation générale et de formation professionnelle. Pourtant, les fonctionnaires utilisent les mêmes critères de sélection dans les trois programmes<sup>9</sup>. Les personnes visées par les deux types de programmes sont très différentes de celles inscrites en alphabétisation.

La personne analphabète qui a vécu en marge du système scolaire et de la société depuis des années a très peu de chances de réintégrer rapidement le marché de l'emploi. Dans un premier temps, elle a plutôt besoin de reprendre confiance en elle,

d'apprendre à lire, à écrire, à calculer à son rythme, de retrouver sa place dans la société et, dans un deuxième temps, de réintégrer le marché du travail avec l'aide d'autres mesures existantes.

La mesure Rattrapage scolaire, pour ce qui est de l'alphabétisation, ne devrait-elle pas tenir compte des conditions particulières des personnes analphabètes? Ne doit-elle pas les amener à mieux fonctionner et à s'impliquer dans la société de façon autonome?

Le Québec compte aujourd'hui près de 90\*00\*personnes analphabètes<sup>10</sup>. La lutte contre ce phénomène, dont les conséquences sont immenses, doit commencer par l'accessibilité de la formation.

*«L'insuffisance d'éducation de base d'une partie importante de la population et, à plus forte raison, l'analphabétisme complet de certaines personnes, constituent un problème capital pour toute société. Et ce problème est capital en raison même des conséquences qu'il entraîne sur la qualité de vie et l'épanouissement personnel des individus et sur le développement culturel, social, économique et politique de la collectivité<sup>11</sup>.»*

Faciliter l'accès à l'alphabétisation est une action qui permet de réduire l'utilisation de services sociaux et de santé, qui permet aux personnes d'avoir la base nécessaire pour sortir de l'aide sociale et du chômage, et qui offre aux parents la possibilité d'apporter un réel soutien aux jeunes enfants dans

leurs apprentissages scolaires.

L'analphabétisme est un problème important dans notre société. Il vaut mieux le reconnaître et y consacrer les ressources nécessaires pendant qu'il est encore temps.



1. Ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle (1993), *L'abandon de la participation à la mesure Rattrapage scolaire*.

2. Lamoureux Jocelyne (1994), *Le partenariat à l'épreuve*, Éditions Saint-Martin, Montréal.

3. Boismenu Gérard (1991), *Le réaménagement de la régulation technicienne de l'État. La recomposition de la politique*, l'Harmattan/Presses de l'Université de Montréal, Paris/Montréal.

Boismenu Gérard (1988), *La régulation technicienne des rapports sociaux*, Boismenu, G et Gleizal, J-J (dir.), *Les mécanismes de régulation sociale*, Boréal/Presses universitaires de Lyon, Montréal/Lyon.

4. *Les groupes populaires en alphabétisation ont bénéficié d'une période transitoire d'une année avant l'application des 20 heures prévues dans la directive*.

5. Ministère de la Sécurité du revenu (1995), *Pour de nouvelles orientations en matière d'intégration à l'emploi*. Direction de l'intégration à l'emploi. Document de consultation.

6. Communiqué de presse, octobre 1993, des organismes du milieu de l'éducation.

7. Bulletin de liaison de l'Institut canadien d'éducation des adultes, vol. 16, no1, printemps 1994.

8. RGPAQ, mémoire présenté au Comité permanent du développement des ressources humaines du Canada, Décembre 1994.

9. Ministère de la Sécurité du revenu (1994), *Rattrapage scolaire, Cadre normatif*.

10. Statistique Canada, 1990.

11. Conseil supérieur de l'éducation (1990), *L'alphabétisation et l'éducation de base au Québec: une mission à assumer solidairement*. Avis au ministre de l'Éducation et ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.